

Un site officiel de l'UE

Comment le vérifier?

[Accueil](#) > [Mon compte](#) > Ma plainte

## Plainte pour mauvaise administration

Plainte soumise le: jeudi | 25 mars 2021

### Médiateur européen

**Prénoms :** Rémy  
**Nom :** Malgouyres  
**Adresse (ligne 1) :** Le Bourg  
**Adresse (ligne 2) :**  
**Ville :** Égliseneuve près Billom  
**Département/Région/Province :** Puy-de-Dôme  
**Code postal :** 63160  
**Pays :** France  
**Nationalité** français/française  
**Tél. :**  
**Adresse courriel :** remy@malgouyres.org  
**Préférences linguistiques** français

### Contre quelle institution ou quel organe de l'Union européenne (l'UE) porte votre plainte ?

Agence exécutive du Conseil européen de la recherche

**Quelle décision ou quelle action motive votre plainte ? Quand en avez-vous eu connaissance ? Joindre le cas échéant, les pièces afférentes.**

Le projet CA16212 - Impact of Nuclear Domains On Gene Expression and Plant Traits, (Indepth) faisant partie de l'Initiative COST (European Cooperation in Science and Technology), qui est une association non gouvernementale financée par l'Union Européenne, par exemple Horizon 2020, est selon moi tenue, par contrat avec l'UE, de respecter des standards d'équité et de sincérité dans la négociation des projets et dans leur mise en oeuvre.

Or, le projet CA16212 a été mis en oeuvre de manière insincère, à tel point que les missions officielles des dispositifs ne peuvent raisonnablement pas être atteints avec une telle mise en oeuvre.

Il est difficile de savoir s'il s'agit d'un problème de l'association COST, ou de mauvaise foi du "GRANT HOLDER" qui est l'Université Clermont Auvergne et du CNRS, qui est en charge de la mise en oeuvre des programmes européens dans le système de recherche français.

Selon moi, les lois de l'UE sont violées, soit par l'Executive Research Agency, soit par l'European Research Council, soit par l'association COST qui est financée uniquement par l'UE via le programme de ces deux agences.

Je vous joint une version imprimée dans un document PDF (expose-circonstance-des-faits-projet-cost-indepth.pdf) d'une page de mon site internet sécurisé par HTTPS, qui ne collecte aucune information sur les internautes utilisateurs, accessible à l'URL :

<https://malgouyres.org/my-problems-indepth>

Le site internet contient de nombreux liens vers les documents du dossier, à l'appui des affirmations formulées.

Je vous joint un courrier incluant pièces jointes qui a été adressé à la Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie (DRRT). Le courrier a été transmis à la DRRT par un procédé de certification des contenus, figurant à l'article 658 du code de procédure civile et reconnu par les tribunaux français, appelé "signification d'actes par huissiers de justice". Cette certification vous est transmise via un procès verbal ci-joint.

### **À votre avis, quelle est l'erreur commise par l'institution ou l'organe de l'UE concerné ?**

Article 41 Droit à une bonne administration

3. Toute personne a droit à la réparation par l'Union des dommages causés par les institutions, ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions, conformément aux principes généraux communs aux droits des États membres.

Principles of European Contract Law - PECL

Article 1:201: Good Faith and Fair Dealing

(1) Each party must act in accordance with good faith and fair dealing.

(2) The parties may not exclude or limit this duty.

### **À votre avis, que devrait faire l'institution ou l'organe en question pour réparer son erreur ?**

- Faire le constat d'une contractualisation et d'une mise en oeuvre insincère, avec une mauvaise foi caractérisée, d'un projet financé par l'UE dans le cadre de ses programmes comme Horizon 2020

- Identifier les responsables

- Déterminer si les responsabilités sont administratives ou pénales, les victimes (personnes physiques ou morales) et le préjudice.

- Identifier les motivations des responsables

- Formuler des recommandations de politique générale pour éviter à l'avenir de telles dérives

Il convient de déterminer s'il s'agit d'une violation des traités par la France ou si la responsabilité est dans les organes de l'Union.

### **Avez-vous déjà contacté l'institution ou l'organe de l'UE concerné en vue d'obtenir réparation ?**

Oui (veuillez spécifier et joindre les copies des correspondances afférentes)

J'ai informé mon université en sa qualité de Grant Holder, et le CNRS (Direction Europe de la Recherche DERCI, la Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie pour la région Auvergne Rhône Alpes et le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation).

J'ai échangé par oral avec Science Officer Ioanna Stavridou (COST programme) lors de sa visite pour le Kickoff Meeting, car les problèmes étaient déjà perceptible, notamment par l'absence d'annonce apparente de la part de l'UCA, organisme coordinateur.

J'ai adressé un courriel à de nombreux destinataires de l'European Research Council (ERC), ainsi qu'à la Commission Européenne, formulant évaluation sur plusieurs dossiers concernant l'innovation, la concurrence et le numérique.

Sans faire une référence directe à l'objet de la plainte, ces courriels contenaient plusieurs liens vers le site internet, dont je vous joins une page imprimée qui décrit en détail les problèmes de mise en oeuvre du projet Indepth.

**Si votre plainte concerne des rapports de travail avec les institutions et les organes de l'UE : avez-vous utilisé toutes les possibilités de demandes ou de réclamations administratives internes prévues par le Statut des Fonctionnaires des Communautés européennes ? Si oui, les délais fixés pour la réponse sont-ils échus ?**

Non applicable

**L'objet de votre plainte a-t-il déjà donné lieu à une décision judiciaire ou est-il en instance devant un tribunal ?**

**Veuillez confirmer que vous avez lu les informations ci-dessous.**

Vous avez lu la note d'information sur le traitement des données et la confidentialité.

**Acceptez-vous que votre plainte soit transmise à une autre institution ou à un autre organe (au niveau européen ou national) si le Médiateur européen estime qu'il n'est pas habilité à la traiter ?**

Oui

**Pièces jointes**

Nom	Taille
mails-information-parlement-commission-europeen-erc-8_formated.pdf	65.38 KB
e-cost-capture.png	71.47 KB
proces-verbal-de-signification-drrt-aura-12-03.pdf	1.16 MB
expose-circonstance-des-faits-projet-cost-indepth.pdf	1.12 MB
information-direction-affaires-juridiques-du-CNRS.pdf	58.35 KB
INDEPTH_Kickoff_Program.pdf	4.23 MB
mails-information-parlement-commission-europeen-erc-6_formated.pdf	83.68 KB
consulter-le-rapport-recherche-2019-de-l-etablissement.pdf	2.98 KB
reception_vp_uca_indepth_2018-06-26.pdf	28.29 KB
courrier-vidal-fwd-drrt-aura.pdf	44.27 KB
site-uca-2018-03-08_detailAgenda.png	585.06 KB
withdrawal-indepth.pdf	50.51 KB
exchange-mail-sur-la-suppression-news-uca.pdf	138.29 KB
information-direction-Europe-de-la-Recherche-et-Cooperation-Internationale-du-CNRS.pdf	58.12 KB
Ares-rtd_a_2(2020)6324878 Thank you Letter from J Guerrier to Prof Malgouyres.pdf	185.13 KB
mails-information-parlement-commission-europeen-erc-7_formated.pdf	65.48 KB
mails-information-parlement-commission-europeen-erc-3_formated.pdf	68.27 KB
mails-information-parlement-commission-europeen-erc-1_formated.pdf	40.51 KB
cost_mission_statement.pdf	22.63 KB
withdrawal-indepth-i-insist.pdf	106.07 KB
l-uca-nommee-institution-beneficiaire-de-l-action-cost-indepth-ca16212-coordonnee-par-le-gred.pdf	198.91 KB
mails-information-parlement-commission-europeen-erc-4_formated.pdf	72.91 KB
mails-information-parlement-commission-europeen-erc-5_formated.pdf	74.99 KB
mails-information-parlement-commission-europeen-erc-2_formated.pdf	68.25 KB
indepth_results.pdf	437.74 KB
courrier-delegation-regionale-a-la-recherche-et-technologie.pdf	4.38 MB

---

1, avenue du Président Robert Schuman

T. +33 (0)3 88 17 23 13

[www.ombudsman.europa.eu](http://www.ombudsman.europa.eu)

CS 30403

F. +33 (0)3 88 17 90 62

F - 67001 Strasbourg Cedex